

Jean-Christophe Cambadélis

Lettre
à un militant
qui n'en peut plus

Paris, 14 août 2009

Cher (e) ami (e),
Cher (e) camarade,

J'imagine ta colère, ton amertume, ta tristesse, ton inquiétude pour la rentrée. Je te comprends. Non seulement le Parti socialiste a perdu les élections européennes, non seulement cette nouvelle défaite offre à Nicolas Sarkozy les moyens de parader mais encore la presse présente un PS déchiré, au moment où ses partenaires se divisent. Cette « campagne » laisse entrevoir une épouvantable année et des régionales calamiteuses. Tu t'interroges. Le PS ne connaîtrait-il que de tragiques répétitions ? Alors je voudrais m'adresser à toi, tenter de te redonner confiance.

Comment en sommes nous arrivés là ? Est-ce la fin du PS ? du socialisme ? Pourquoi sommes-nous si inaudibles ? Comment répondre aux interpellations publiques ? Tout le monde parle, mais personne ne répond.

Il me semblait nécessaire non de stigmatiser, ni d'ostraciser, encore moins brocarder mais simplement de rassurer, d'apporter une réponse politique qui puisse être facteur d'ordre, de progression.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

Pourquoi en sommes-nous là ?

Abordant la campagne des élections européennes, je ne pensais pas que nous pouvions battre l'UMP. Je ne pensais pas pour autant, que nous serions à ce point dans les cordes, même si cela ne m'étonne pas, tant la défaite vient de loin. Tu t'interroges, comme beaucoup, sur les raisons pour lesquelles la social-démocratie européenne ne profite pas de la crise totale du capitalisme financier.

La raison en est simple. Elle est la clé de tout. Nous sommes désormais perçus comme un élément du « système ». Selon le juste mot d'Edgar Morin, « *la réduction du socialisme au gestionnarisme a sapé les fondements de l'espérance* » et le vote utile dû aux remords de 2002 a perdu de sa pertinence auprès de nos concitoyens.

Parti de gouvernement, nous sommes venus au pouvoir après les années Thatcher-Reagan pour protéger. Dans notre vocabulaire un peu abscons, on appelait cela une « action défensive ».

Quand on y pense, l'heureuse formule de Lionel Jospin, « *nous sommes pour une économie de marché mais nous sommes aussi contre la société de marché* » résumait notre action. Il s'agissait de limiter la casse, de sanctuariser l'essentiel.

Depuis les années 80, les différents gouvernements de gauche en France, mais aussi en Europe ont été tentés soit de s'adapter, soit de limiter les effets de la vague libérale. Ils ont exercé ce que nous appelions une tension critique avec le libéralisme. Et même lorsqu'ils ont imposé des ruptures, à contre cycle, comme les emplois jeunes ou les 35 heures, les gouvernements de gauche n'en ont pas été crédités, tant la vague libérale submergeait tout, balayait tous les acquis des trente glorieuses.

Telle est la raison la base du « pareil au même ». Le PS est estimé, dans les sondages, incapable de faire mieux que la droite.

Au moment où nous avons les conditions de l'offensive après le krach de décembre 2008, nous n'avions plus de dynamique. Le modèle social démocrate, devenu social libéral, s'était évanoui. Le nouveau modèle était empirique, sans force, sans certitudes, incapable de rassurer, d'entraîner les peuples d'Europe. Il faut maintenant opérer une rupture claire avec les années libérales du socialisme européen. Ceci est d'autant plus facile que ce ne fut pas la thèse officielle du PS français. En revanche, il ne s'agit pas de revenir au socialisme des années 70, conçu dans les années 60. Il s'agit de faire autre chose, autrement. Il s'agit de penser la nouvelle gauche. Nous ne pouvons construire la confiance, tout en maintenant nos pas dans le vieux socialisme libéral. Il ne conduit qu'à la défaite. Il s'est trouvé, par exemple, lors des élections européennes, encore des socialistes sur le continent pour estimer qu'il fallait garder la figure emblématique des années libérales de Bush, M. Barroso à la tête de la Commission européenne. Ils ruinaient notre union et indiquaient ainsi spectaculairement les convergences droite-gauche qui étaient déjà le préjugé populaire et médiatique le plus répandu.

Le marqueur symbolique d'une autre politique étant ainsi réduit à néant. Sans spécificités propres, sans objet, incapable de cristalliser un vote positif, le PS fut rejeté dans les « tenants du pouvoir »... Une partie de l'électorat, socialisant mais flottant, est allée « voir ailleurs ».

Tu remarqueras avec moi que « l'ouverture » a participé de ce climat. Pour nos électeurs, les socialistes seraient donc prêts à tout, pour rester dans ce fameux pouvoir. La division a fait le reste.

La démocratie interne du PS n'est plus perçue comme un plus. Hier, ceci faisait une différence positive dans la compétition avec le PCF monolithique. Aujourd'hui, nos débats sont vécus comme une compétition pour le seul pouvoir. Nos congrès sont devenus des « rituels de divisions », aux modes de régulation opaques.

Et lors des européennes, la critique des listes, puis de la campagne voire l'annonce de candidatures à la présidentielle ont fini par convaincre nos électeurs que le PS ne valait pas le déplacement. Combien de fois as-tu entendu : « *Vous ne vous intéressez qu'à vous* » ?

Le résultat est là. Il ne sert à rien de pleurer sur le lait renversé. Mais comprenons que le PS doit retrouver une distance vis-à-vis du pouvoir, « du pouvoir pour le pouvoir ». Nous devons refondre non l'alternance mais une alternative audacieuse et crédible pour les Français.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

Faut-il en finir avec le PS ?

Bigre ! Pour le remplacer par quoi, grands dieux ? Un Parti démocrate avec qui ? Un parti de toute la gauche ? C'est mieux, mais où sont les partenaires ? Mais au fait, de quoi parle-t-on ?

Le PS d'Epinay qui préconisait la rupture, le programme commun, l'autogestion, que sais-je encore, oui, il est mort. Le Parti socialiste a perdu ainsi ce qui faisait sa force propulsive. Certes, on lui a substitué l'Europe et la bonne gestion. Cela était nécessaire pour un parti de gouvernement, mais est-ce suffisant pour la gauche ? Voilà pourquoi il est nécessaire de travailler au nouveau projet.

Il n'en reste pas moins que le PS est une réalité incontournable. Jamais depuis 1905, le PS n'a été à ce point implanté dans le pays. Il faudrait donc détruire cette réalité pour trouver le graal du renouveau.

Est-ce bien raisonnable ? Est-ce bien ce que nous demandent les Français? Je suis toujours étonné par l'acharnement jubilatoire d'une partie de la presse à appeler à notre destruction, comme un jeu, une mode mondaine. Cela démontre combien nous avons perdu la bataille de l'attrait.

Pourtant les élections partielles locales, depuis notre contre-performance aux européennes, démontrent chaque fois que le PS revient à son niveau moyen. Il serait évidemment idiot de balayer nos difficultés d'un revers de la main au nom de cette réalité électorale locale. Mais enfin, on ne peut pour autant pas la nier.

Il est tout aussi erroné d'enfourcher un cours liquidateur que de se claquemurer dans la conservation d'une histoire qui eût ses heures de gloire, mais qui est aujourd'hui déphasée. Il s'agit de construire une nouvelle gauche non pour des raisons d'appareil, ou même pour des raisons de candidatures présidentielles, mais pour régler les problèmes de la France et les difficultés des Français.

Pour cela, il ne sert à rien de sauter sur son fauteuil de député en criant « *rénovation !* ». Il faut un fil conducteur pour dépasser ce que nous formons et imposer ce qu'il nous faut.

Et ne soyons pas naïfs, derrière le déchaînement contre le Parti socialiste, il y a la main invisible, si je puis dire, d'une aristocratie de pouvoir qui veut un deuxième quinquennat pour Nicolas Sarkozy.

Mais à l'évidence, nous tendons le bâton pour nous faire battre. Prenons un exemple.

Cher (e) camarade, Cher (e) ami (e),

Faut-il des primaires ?

Avec Arnaud Montebourg, Jean-Marie Le Guen et Pierre Moscovici, nous avons introduit ce sujet controversé dans le débat public. Il s'agissait, à partir du moment où nous vivions une crise de leadership, de mettre notre candidat hors de portée des querelles socialistes, par l'intervention du peuple de gauche. Notre analyse était logique. Le PS tourné par la présidentialisation, secoué par la crise de leadership, devait surmonter cet état par un système imposant un candidat si possible unique de la gauche. Et ceci, dans notre raisonnement débouchait, après des élections présidentielles gagnées, sur la constitution du Parti de toute la gauche. Il s'agissait donc de créer de la cohésion, de la convergence et de l'union. La motion D s'en était fait l'écho et la Première secrétaire a chargé l'un des nôtres de la rénovation et donc, des primaires !

Mais à partir du moment où les promoteurs les plus en vue des primaires ont assorti celles-ci de leur propre candidature, ce qui devait être une assurance pour l'union est devenu le vecteur de la désorganisation. Et dans le même temps, ce qui était un moyen est devenu une fin. « *C'est la seule chose de vivant qui vous reste* » nous dit-on. Mais aux vues de la façon dont ces primaires s'annoncent, on peut prendre peur. Nous restera-t-il quelque chose de « vivant »?

Les primaires ont pour but de créer de la dynamique, pas d'être de la dynamite. Et franchement, faire de ce sujet un élément de polémique, c'est rendre un mauvais service à une belle idée. Et puis tu penses certainement avec moi que les primaires n'ont pas pour but d'être le banc d'essai, le petit bain présidentiel. Tu seras sans doute d'accord, pour être présidentiable, il ne faut pas simplement dire, « *parce que je le vaux bien* », mais il faut indiquer ce que l'on propose pour la France et à la gauche. Accessoirement on peut aussi s'interroger sur la capacité d'un(e) candidat(e) à battre Nicolas Sarkozy. Il ne suffit pas de faire les « 20 heures » à la télé mais de gouverner un pays, d'ouvrir un chemin nouveau aux Français dans un contexte de crise.

La Présidentielle n'est-elle pas la rencontre entre un homme/une femme, un dessein voire un destin, avec

une situation ? De grâce, un peu de modestie, de patience, même lorsqu'on a beaucoup de talent ! Ce n'est pas un défaut, à moins de vouloir ressembler à Jean-François Copé.

Il se peut que suite à notre crise de leadership, à l'émiettement de la gauche, il y ait plusieurs candidats. Alors le peuple de gauche peut être conduit à trancher. Il faudrait pour cela proposer à nos partenaires la primaire au sein de la gauche, avec une triple garantie, celle d'un programme commun, d'un groupe à l'Assemblée nationale et d'un financement public pérennisé. Qui veut la fin veut les moyens.

Cessons ce vocabulaire « primaires ouvertes ». Le propre des primaires n'est-il pas d'être ouvertes sur d'autres que nous-mêmes ? Alors soit ce sont les primaires de toute la gauche, très bien mais cela ne dépend pas de nous, soit ce sont les primaires du PS et nous avons du temps. Nous avons déjà bien avancé avec Arnaud Montebourg sur le sujet. Une convention après les régionales permettra aux militants de baliser notre avenir. Faute de quoi, les primaires comme vecteur d'une désorganisation vont affoler tout le monde et provoquer un raidissement contre-productif. Enfin, personne ne peut imaginer que le PS sans ligne pourrait se requinquer par la seule vertu des primaires.

Les primaires ne sont ni un moyen, ni une fin et encore moins un substitut à la vraie rénovation.

Et la première des rénovations, je le prétends, c'est la fin du cumul des mandats. C'est bizarre comme tout à coup, cette aspiration a disparu du plan de vol de certains camarades... Et pourtant, il ne s'agit pas de la nuit du 4 août, mais simplement du premier geste d'une déprofessionnalisation de la politique. Je crois cette question essentielle. Il s'agit de déverrouiller la République. On ne peut faire accéder des jeunes, des femmes, des enfants issus des quartiers en jouant à guichets fermés dans les institutions de notre pays. J'attire ton attention sur le fait que cette question va devenir vitale. Sarkozy sait ce qu'il fait en stigmatisant «le mille feuilles d'élus». Ce combat pour la fin du cumul, nous pourrions prendre l'engagement de le voter dans la prochaine législature. La refondation passe par la fin du cumul des mandats parce qu'il est la matérialisation d'une distance retrouvée vis-à-vis du « pouvoir pour le pouvoir ».

Mais une autre question est sur toutes les lèvres.

Cher (e) camarade, Cher (e) ami (e),

Faut-il une nouvelle Gauche ?

Assurément, il faut reconstruire ce que l'on appelle une offre politique nouvelle.

C'est le seul moyen de désenclaver la gauche et de conduire le pays vers le renouveau dont il a ardemment besoin.

Un ami nous dit, dans un entretien à *Libération* : « *il faut refonder la gauche car l'événement majeur, c'est l'effondrement du bloc soviétique* ». C'est quand même un peu court. En tout cas daté, pour un tenant de la modernité.

La refondation est d'abord une question politique. Le projet socialiste des années 70 est obsolète au regard de la nouvelle époque. La concomitance de la défaite de néo-conservateurs américains, de l'effondrement du système libéral et de l'interpellation humaniste du mode de croissance productiviste qui marque le moment actuel montrent une profonde évolution par rapport aux années 90. La vie a répondu au néo-conservateur Charles Krauthamer qui théorisait un moment unipolaire, tout à la gloire des Etats-unis. Elle a balayé les deux thèses des années 1990-2000. « *La fin de l'Histoire* » de Francis Fukuyama où l'hégémonisme américain triomphant marquait la fin de l'opposition idéologique au sens «hégélien» du

terme, et le «*choc des civilisations*» de Samuel Huntington, prévoyant la confrontation des religions et des cultures. Nous sommes entrés dans l'ère « des puissances relatives », avec la fin du monopole du monde occidental où l'hyper puissance américaine n'a plus les moyens de celle-ci.

Nous vivons la crise du monde occidental, produit de sa goinfrerie financière et consommatrice. À la chute du mur de Berlin a répondu la chute du mur de la financiarisation de l'économie. Le moment de l'histoire, c'est la crise conjointe : c'est la crise du capitalisme financier et par voie de conséquence industrielle, énergétique, climatique et alimentaire. C'est tout un modèle qui est au bout de sa course. Ce n'est pas la fin de l'Histoire mais la crise d'une histoire, celle du capitalisme occidental. Le New Deal vert de l'administration Obama sera-t-il capable de surmonter cela ? En tout cas, l'ampleur de la crise appelle un nouveau modèle de civilisation. Il est illusoire de croire que nous sortirons de la crise avec les seules armes de la critique du libéralisme. Il est illusoire d'espérer rétablir l'Etat providence d'hier. Il faut changer de modèle. Il ne s'agit pas simplement de mettre un peu de vert dans un projet plus radical.

Il s'agit d'opposer à la société libérale, la domestication écologique et sociale de l'économie de marché. Il s'agit par là même de civiliser la société. Cette société civilisée est le sens du nouveau socialisme dont Edgar Morin nous dit, « *Il est dérisoire que les socialistes frappés de myopie cherchent à «*aggiornamenti*», moderniser la sociale démocratie, alors que le monde, l'Europe, la France sont confrontés aux problèmes gigantesques de la fin des temps modernes (...) Sauver la planète menacée par notre développement économique. Réguler et contrôler le développement humain, civiliser la France. Voilà qui prolonge et transforme l'ambition sociale originelle* ». Entre le système capitaliste qui profite de nos vies pour optimiser le profit et nous qui voulons profiter de la vie, la tension est là. Or il n'y aura pas de société juste sans l'accumulation des richesses et des entreprises qui produisent. Il ne s'agit donc pas seulement de justice – ce qui est essentiel - mais d'un juste équilibre pour la justice. Cette contradiction ne peut être surmontée que par la domestication que nous appelons de nos vœux, par un nouveau modèle qui met au cœur l'humain et non le profit. La racine de l'humanité n'est pas l'entreprise mais l'Homme. Nous ne sommes plus dans le modèle qui voulait que la société « *change de base* » comme les marxistes révolutionnaires, ni dans la simple adaptation pour la meilleure performance économique, comme le souhaitaient les sociaux libéraux, il s'agit d'une autre voie, celle d'une société juste.

Cette société juste doit combiner l'écologisation des moyens de production et d'échanges et une nouvelle répartition des richesses portée par l'égalité réelle.

Notre nouveau modèle s'appuie sur un fort taux d'emploi, un service public fort, des systèmes sociaux efficaces. Il a quatre défis, le vieillissement, la question des banlieues, la modernisation de l'appareil productif et la réhabilitation de l'intérêt général.

La société civilisée, un modèle de croissance juste, un Etat social actif. Tel est le triptyque du socialisme des temps modernes. Et l'écologie me dira t-on ? Essentielle ! Mais n'oublions pas que le fait majeur des élections européennes fut l'abstention et sous l'abstention il y a la question sociale qui taraude la France.

Par contre nous assistons à la fracture écologiste où les « bobos » mangent bio, prennent soin de leur santé, de leur poids pendant que d'autres subissent toutes les plaies du mode de production productiviste.

Pour autant, l'écologie ne doit pas être la religion du Nord déversant ses normes protectionnistes et ses poubelles au Sud.

Alors il n'y a pas de nouveau modèle sans gouvernance mondiale. Et il n'y aura pas de gouvernance mondiale sans Europe.

La victoire de Barack Obama n'est-elle pas une chance historique pour l'Europe ? Les États-Unis se concentrent d'abord sur leurs enjeux nationaux. On peut même s'interroger pour savoir si le nouveau siècle du Rêve américain est possible. Leur Président a donc une vision pragmatique multilatérale.

C'est maintenant qu'il faut agir pour l'Europe. Il faut aller le plus loin possible dans la coordination des

États nations et le système de codécision communautaire (Parlement/ Conseil de l'Union) L'émergence d'un nouveau modèle et l'affirmation européenne est le dessein de toute une génération.

Les sociaux-démocrates européens ont fait un pas pragmatique mais tardif de rupture avec le social libéralisme. Après leur défaite, ils se fixent comme objectif dans un congrès en décembre de travailler à leur modèle continental.

La première tâche du socialisme européen, c'est la distinction, avec clarté, avec le cours libéral, et la constitution des moyens de désigner le candidat de tous les socialistes européens lors des prochaines élections européennes.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

Ne crois-tu pas que le PS Français s'honorerait à porter ce cours nouveau ?

Nous le voyons, il ne s'agit pas de faire petit mais de faire un appel à une renaissance dans les conditions d'aujourd'hui avec les hommes et les femmes d'aujourd'hui, comme aurait dit le Général de Gaulle à propos de la Cinquième république.

Dans le même mouvement, les socialistes veulent faire respirer la société et ceci ne veut pas dire diluer l'Etat. Disons-le nettement. Il n'y a pas de démocratie sans un Etat fort et impartial. Et ceci d'autant plus que la révolution de l'internet et l'individualisme consumériste conditionnent le rapport à la démocratie dans une sorte de glasnost planétaire.

Nous voulons combattre le double affaiblissement d'un «tat abaissé et impuissant, et d'une société indolente et dépolitisée.

Nous refusons un État qui sous-traite aux collectivités locales, tout en les étranglant financièrement, une société à ce point laissée à elle-même, qu'elle pousse les gens qui se sentent seuls face au monde à s'enfermer dans des solidarités ethniques ou religieuses.

Il est, en outre, proprement invraisemblable que l'État qui prête aux banques ou réduit la TVA dans la restauration n'ait pas un droit de regard pour faire triompher l'intérêt général.

L'intérêt général, c'est le maître mot à reconquérir face à la société des individus promue par la droite européenne. Respecter l'individu, promouvoir sa volonté de maîtriser son destin - sans tomber dans l'individualisme consumériste de Nicolas Sarkozy - c'est cela retrouver les valeurs chères à Martine Aubry.

Il faut redonner des couleurs à la République par un État social, actif, stratège et impartial.

Tu reconnaîtras avec moi que l'impartialité est une question cruciale en France. Il y a là, indépendamment de notre combat quotidien, un champ politique pour une recomposition.

L'année sera riche pour avancer dans un dialogue avec les Français sur ces thèmes. Le tour de France sur le projet devrait nous permettre de définir notre modèle de société, comme la convention de janvier 2010 sur le modèle de production - qui doit être ambitieuse mais rassembleuse parce qu'il serait incongru de se diviser à deux mois des élections régionales - et notre rendez-vous de juin 2010, consacré aux moyens de notre rénovation.

N'y a t il pas, à partir de ce dessein, qui doit bien sûr être décliné programmatiquement, les moyens de bâtir un nouveau souffle digne d'un Front Populaire et de battre Sarkozy ?

Car on doit se poser la question tant on voit certains d'entre nous faire l'impasse sur 2012 pour être déjà candidats en 2017.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

Faut-il s'allier avec le Modem ?

On a beau trancher dans les congrès, François Bayrou a beau perdre aux municipales, aux cantonales, aux européennes, il reste tel le sparadrap du Capitaine Haddock, collé aux débats du PS. Ce débat-là divise et attise la polémique !

Nous le savons bien, au-delà des proclamations, c'est l'élection qui fait l'alliance. Personne ne met sur le même plan une municipale où l'hégémonie électorale du PS est incontournable, et une présidentielle où elle est contestée.

Le seul débat qui vaille est celui-ci : l'alliance avec le Modem est-elle pertinente au regard de notre projet politique ? Est-ce utile pour construire la victoire ?

De toute façon, François Bayrou ne partage ni notre stratégie ni notre projet. Hier il souhaitait être l'autre droite, aujourd'hui le centre mais toujours pas la nouvelle gauche. Son credo est celui de Valéry Giscard d'Estaing, rassembler deux Français sur trois autour de lui. Il souhaite une recomposition politique qui passe par un double éclatement du PS et de l'UMP. Le souhaitons-nous ? Serions-nous à ce point électoraliste que, quelque fut le contenu d'une alliance improbable, seule la victoire compterait ? Encore que ceci n'est même pas certain. Serait-il possible pour une fois, une fois seulement, de se poser cette question : pourquoi faudrait-il que les socialistes s'allient principalement avec le modem ? Pourquoi faudrait-il que les socialistes s'allient avec le Modem alors que François Bayrou ne le souhaite pas ? Alors qu'il fait de notre rupture avec la gauche un préalable à sa recomposition ? Je n'ai jamais entendu un partisan de l'alliance avec le Modem stigmatiser le refus de François Bayrou de s'allier avec la gauche. L'argument est toujours utilisé pour stigmatiser le PS. Mais je t'assure, François Bayrou n'a aucune envie de cette alliance.

On le comprend d'ailleurs, le « centrisme présidentiel » n'a de sens que dans une capacité à déborder le PS. S'il s'allie clairement avec la gauche, il devient un partenaire comme les autres et se prive de la possibilité de nous supplanter à la présidentielle. Le fait que François Bayrou soit tout à la fois trop à droite pour la gauche et trop à gauche pour la droite pour un deuxième tour présidentiel, n'est souligné par personne. Tout le monde croit ou fait mine de croire... qu'il suffit d'être au deuxième tour pour que le mouvement soit mécanique.

François Bayrou a une stratégie et je ne vois pas pourquoi il faudrait le lui reprocher : être le recours face à Nicolas Sarkozy. Dans cette voie, il ira le plus loin possible avec la gauche sans pour autant perdre sa position d'équilibre. Il pourra même dire qu'il ne mêlera pas ses voix avec les partisans de Sarkozy. Mais à partir du moment où il refuse la gauche, tu avoueras que cela ne nous avance pas beaucoup. À moins de choisir François Bayrou comme candidat, ce qui est encore autre chose, je ne vois pas pourquoi il faudrait faire de cette question le problème stratégique central.

On peut aussi comprendre les écologistes car dans une alliance Modem-PS-Verts, ils peuvent se penser le pivot. C'est toute la stratégie de Daniel Cohn-Bendit. Est-ce celle des Verts ? Le fait que cette stratégie n'a aucune chance de l'emporter à l'élection présidentielle n'est pas non plus un problème pour le Président du groupe écologiste au Parlement européen. Il parie sur un processus long et inéluctable de substitution au PS. Au nom de quoi devrait-on être à ce point masochiste pour faciliter des stratégies qui ne nous veulent pas du bien ?

Il reste que l'on ne peut pas décréter l'alliance avec quelqu'un qui ne le veut pas. Pourquoi veut-on que le Modem se suicide pour le PS ? François Bayrou voudra bien s'allier demain s'il est aux commandes. Mais on n'arrivera jamais « l'espace gauche critique » à cette alliance. Et ce n'est pas parce que nous avons eu raison historiquement sur la gauche communiste, voire gauchiste, qu'elle n'est pas une réalité électorale autour de 10 %.

Pour autant, l'alliance est aussi tout impossible pour ceux qui réclament l'union avec l'extrême gauche. Ils sont, il est vrai, plus discrets, sachant que l'aventure donne des haut-le-coeur aux bobos citadins, surtout si ce sont d'anciens soixante-huitards. Olivier Besancenot, pas plus que François Bayrou, ne veut d'une alliance avec nous, encore moins gouverner avec nous. Nous sommes un obstacle dans leur stratégie. Et celle de Jean-Luc Mélenchon – qui a été étonnement reçu par Nicolas Sarkozy au lendemain des élections européennes – est de parvenir à construire un front de gauche de Marie-George Buffet à Olivier Besancenot capable de peser sur nous, induisant une alliance tellement à gauche qu'elle libérerait une partie de notre électorat vers François Bayrou.

Alors comment régler la quadrature du cercle ?

Nous sommes socialistes. Il ne me semblerait pas amoral que nous nous occupions à garder notre place. Le PS n'est pas la résultante un jour de l'alliance avec Olivier Besancenot parce qu'il y a des mouvements sociaux, le lendemain avec François Bayrou parce que dans les sondages « *c'est le meilleur opposant* », enfin avec les Verts parce qu'ils ont fait une percée significative lors des dernières élections. Ne commençons pas par inventer des stratégies hasardeuses qui nous affaiblissent. Partons de notre projet, de nos principes, de notre volonté, pour construire une alliance efficace qui fasse prospérer tous et chacune de ses composantes. Nous voulons gagner avec des partis qui sont des partenaires acceptant de gouverner avec nous. D'autres refusent cette perspective, mais ont un adversaire commun : Nicolas Sarkozy.

Alors prenons les uns et les autres au défilé du langage. « *Vous voulez gouverner, eh bien, travaillons à cela. Bâtissons un projet ensemble, une maison commune* ». « *Vous, vous voulez vous opposer au pouvoir, on ne vous en empêche pas. Manifestez-le* ».

Distinguons le contrat d'union qui donne dynamisme, certitude et direction, de la convergence anti-sarkozy qui fait le nombre. Le contrat associe ceux qui veulent gouverner ensemble une municipalité, une région, notre pays. La convergence est la manifestation sans préalable de la volonté de défaire le clan sarkozien.

Notre discours est simple : « *Si votre opposition à Nicolas Sarkozy est réelle alors soutenez la gauche unie quand elle sera en situation de battre Sarkozy* ». Si François Bayrou et Olivier Besancenot avaient clairement choisi leur camp aux présidentielles, nous n'en serions peut-être pas là. Alors, ne recommandons pas. Mais pour mettre en place le rasoir à deux lames, il faut que le PS retrouve une âme. Nous y reviendrons.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

Faut-il faire l'impasse sur 2012 ?

« *Nicolas Sarkozy serait imbattable* », nous l'entendons ici ou là et beaucoup de parcours individuels sont construits sur ce pari.

Ce n'est pas parce que pour l'instant on ne voit pas qui peut battre Nicolas Sarkozy, qu'il ne peut pas être battu. Cette situation n'a pas que des désavantages. Le Président de la République est déjà candidat et il ne sait pas qui il devra affronter. Mis à part une instrumentalisation européenne et un entregent au Moyen-Orient, le bilan international de Nicolas Sarkozy est critiquable : une querelle puérile avec Barack Obama, une phase « Glucksmann » puis le retour à la méthode Chirac avec la Russie, le pataquès grotesque avec la Chine, des familiarités sans stratégie avec le Brésil, un lien évanescent ou méprisant avec l'Afrique. L'international n'est pas sa force mais sa faiblesse. La façon dont le Président a été traité par Barack Obama, vingt minutes dans une sous-préfecture, lors des fêtes du débarquement, est illustrative. Jamais, dans notre histoire, un Président de la République française n'avait été traité de cette façon. Cela

en dit long sur le jugement américain vis-à-vis de la gesticulation sarkozienne. Nicolas Sarkozy est tout autant contesté dans les sondages, sa cote est négative, si l'on met de côté l'effet «malaise cardiaque». Et aucun de ses engagements n'a été tenu, bien qu'il affirme sans cesse le contraire. Les Français ne sont pas favorables ni au Président de la République, ni à l'UMP. Lors des européennes avec 28%, l'UMP était en tête, mais comme l'a dit l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac, Jean-Pierre Raffarin : « *sans allié, c'est la défaite assurée* ».

La désunion à droite est moins médiatique qu'à gauche. On se demande bien pourquoi ! Mais elle est bien réelle et plus violente. Les révélations sur les raisons supposées de l'attentat à Karachi contre des ressortissants français, sur des commissions contractées sous le gouvernement Balladur qui n'auraient pas été reversées ne sont-elles pas l'oeuvre des proches de Villepin -Chirac ? L'affaire de l'assassinat des moines de Tibehirine en Algérie, mettant en cause le gouvernement de Jacques Chirac couvrant par un silence complice une bavure de l'État algérien n'est-elle pas la réplique ? Et attendons le procès «Clearstream» alors que Dominique de Villepin menace de se présenter aux élections présidentielles, rêvant d'unir la droite dure et l'espace -pour l'instant en jachère- de François Bayrou. Par ailleurs, je ne sais si Philippe Seguin est un sarkozyste convaincu, mais le rapport de la Cour des comptes sur l'Élysée n'est pas un cadeau. L'affaire des sondages fut vite étouffée, il n'en reste pas moins qu'une part importante du dispositif élyséen, c'est-à-dire l'influence médiatique via les sondages, est maintenant dévoilée.

Quel socialiste aurait pu dire qu'il pendrait son adversaire à un croc de boucher ? N'est-ce pas ce qu'a dit le Président de la République poursuivant de son courroux l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin ?

La concentration du pouvoir ou l'ouverture font grincer des dents au Parlement. L'affrontement Copé-Bertrand est connu de tous. Nicolas Sarkozy est arrivé au pouvoir grâce à une OPA sur le Front national, recyclant ses thèmes et assumant une droite dure et libérale, décomplexée. La nouvelle phase « giscardienne » pour paraphraser un de nos éditorialistes, ne va pas sans poser de problèmes dans la droite de la droite, tout en agaçant les libéraux qui goûtent peu la rhétorique « gauche » du Président. Enfin, sur le plan électoral, on a eu tort de sous-estimer dans l'analyse des résultats aux européennes ceux du Front national et de de Villiers. Voilà 10 % qui ne demandent qu'à être incarnés.

Nicolas Sarkozy sans allié est décrié. Il ne peut gagner que par la division de ses adversaires. Il s'emploie d'ailleurs à tronçonner ces derniers. Il prend soin en outre que personne ne l'emporte définitivement dans les sondages.

Pour Nicolas Sarkozy, l'année est cruciale. Non seulement parce qu'il va affronter les déficits publics, sociaux et démocratiques mais aussi parce qu'il lui faudra marquer un point décisif aux élections Régionales. Tu partageras avec moi l'idée que le moment est tout autant critique pour nous. Nicolas Sarkozy prépare cette échéance avec soin.

Le triptyque du Président pour les régionales est simple. Souffler sur les braises d'une concurrence hors de propos entre les oppositions pour rendre difficile le second tour. Lancer une campagne populiste contre la décentralisation et « l'empilement des élus ». Entretenir une polémique artificielle à propos des impôts.

On peut résumer la campagne régionale ainsi : d'un côté les régions pour lui, de l'autre, les régions pour tous. L'UMP veut ramener des régions à Sarkozy tout à la fois pour lui offrir un succès en ouvrant le chemin de sa réélection et surtout pour faire aboutir la recentralisation de l'État via une pseudo campagne sur la superposition des compétences, et l'inflation du nombre d'élus. On veut retirer un pouvoir de proximité aux Français pour mieux le concentrer dans une seule main. C'est la bataille de la décentralisation contre la recentralisation.

Les partis de gauche et les écologistes sont prévenus. Ils ont gouverné les régions pendant cinq ans dans l'union. La désunion leur fera perdre les régions mais plus encore, elle ouvrira les portes à la réélection de Nicolas Sarkozy.

Il n'y a aucune raison que Nicolas Sarkozy gagne les régionales et les futures Présidentielles. D'abord, il

ne le mérite pas ! Il n'est pas certain d'ailleurs que les Français, déjà maussades aujourd'hui à son égard, ne souhaitent pas le changement, à la sortie de crise. Et puis le mauvais bilan est là. Nicolas Sarkozy ne fera pas le grand chelem : Ile de France, Rhône-Alpes, PACA, son rêve secret, sauf si nous sommes divisés.

Regarde où en est le pays. Nicolas Sarkozy laisse filer le déficit public, laisse filer le chômage, laisse filer l'insécurité. Libéré qu'il est des critères de convergences de l'euro, Nicolas Sarkozy creuse dangereusement les déficits au point que la Cour des comptes s'en alarme. Nicolas Sarkozy laisse filer car il a renoncé à toute réforme fiscale et maintient le bouclier pour les plus riches. Quant à l'impôt, il est amusant de le décréter pour s'interroger après : À quoi cela doit-il servir au juste ? Il est coûteux et injuste. Nicolas Sarkozy n'échappera pas à un plan de rigueur fondé sur la diminution des dépenses dans le domaine de la santé, de la retraite ou de l'éducation. Ce sera le débat de l'automne.

Sa politique ne peut créer le choc de confiance qu'il appelait de ses vœux. Car Nicolas Sarkozy c'est la société de l'angoisse ; pour soi, pour ses enfants, pour ses parents. On le voit partout. Après les séquestrations des patrons, c'est aujourd'hui les « bombonnes du désespoir ». Où en est la sécurité sociale professionnelle protégeant ceux qui travaillent dur ? Où sont les initiatives pour défendre industriellement l'Europe après l'épisode calamiteux entre la France et la Chine ?

La façon dont le pouvoir est immobile face aux explosions sociales est illustratrice de cet état. Quant à la situation faite aux jeunes en cette rentrée, elle est explosive et laissée sans solution. Et la sécurité ? La théorie sarkozienne selon laquelle on sécurise les centres villes et l'on organise des coups de poings en banlieue est un fiasco. Bref, le système Sarkozy a échoué.

Les atteintes à la personne augmentent dramatiquement, les banlieues s'exaspèrent et les bobos enragent de voir leurs pare-brise couverts d'amendes ou par le stakhanovisme dans l'enlèvement des véhicules.

Partout l'angoisse, la colère rentrée, le découragement, même à l'école où l'on supprime tellement de postes que les enseignants ne savent plus comment faire face. Dans le même temps, l'école n'est plus le lieu de l'acquisition des connaissances pour apprendre à apprendre, mais le parcours du combattant de l'excellence scolaire. L'école sous Sarkozy se résume à une gigantesque machine à « *bachoter* ». On a oublié les jolis mots « *éduquer* » et « *s'instruire* », chers au philosophe Alain.

Est-ce que cette angoisse débouchera sur la colère et l'envie de changement ? J'ai, en janvier dernier, pensé que le mouvement social irait croissant. Force est de constater que les salariés préfèrent obtenir des primes pour partir, que se battre contre les licenciements. Cela en dit long sur le scepticisme ambiant, mais ne dit rien sur le débouché de la colère sociale rampante. Pourtant, tu vois comme moi, non seulement une vraie misère en France, morale, psychologique, culturelle, le chômage à la hausse, une peur palpable de la relégation, des diplômés qui prennent des emplois non qualifiés, faute de mieux, mais aussi la réduction collective du train de vie des Français. Cela ne peut durer très longtemps !

Mais enfin ! Qui peut croire que Nicolas Sarkozy, limité par les déficits, contesté socialement jusque dans sa majorité, par exemple sur le travail du dimanche, empêtré dans ses réformes qui ne passent pas comme Hadopi, incapable de répondre sur le logement et préparant un tour de vis sans plan de relance. Peut-on croire que Nicolas Sarkozy soit en situation de l'emporter ?

Il faut redonner espoir en bâtissant un discours politique tourné vers l'avenir. Et cela passe par l'union. Les socialistes ne peuvent espérer rassembler la gauche puis le pays en étant eux-mêmes désunis.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,
Alors que peut-on faire ?

Ne pas nuire aux autres ! Rien de plus...

Le socialisme est une histoire qui nous dépasse. Elle n'est pas à ranger au rayon des accessoires. Les socialistes de nos jours sont accablés dès qu'ils sont attaqués. Qu'est ce qu'une vague campagne de presse, un déchaînement médiatique au regard de ce que nos aînés ont dû subir pour s'imposer ? Si on veut être fidèle à ce que furent les raisons de notre engagement, et même si on veut un destin, il faut avoir l'honnête courage de l'action collective, dont le premier acte éthique est la volonté d'élever notre action vers l'intérêt général et non de nuire aux autres.

Alors arrêtons les faux débats. Le diagnostic sur le PS est partagé. Cessons les faux clivages « appareil » contre « renovateurs », personne ne veut garder le PS d'Epinay et personne n'a sérieusement les moyens de liquider le PS. Cessons les fausses postures, le débat droite-gauche dans le PS est largement dépassé car il s'agit d'une refondation.

Et surtout, cessons de saper notre travail et le cheminons vers l'union. N'avons-nous pas réussi à surmonter le schisme politique dépassant le oui et le non au traité constitutionnel européen et ceci dans une résolution que personne n'a démentie ?

Le Congrès de Reims n'est-il pas derrière nous ? Chacun n'a t-il pas, s'il l'a souhaitée, une place dans la direction ? Martine Aubry, Ségolène Royal, Bertrand Delanoë, Laurent Fabius n'ont-ils pas fait les gestes pour permettre de jeter la rancune à la rivière ? Mais pour autant, ne nous comportons pas en pachas satisfaits des positions acquises. Écoutons les Français. Il y a un travail de vraie rénovation à faire. Il faut en finir avec cette stratégie néfaste pariant sur l'effet mécanique de l'alternance. Elle nous a déjà fait perdre deux élections présidentielles.

Les parlementaires ont adopté un texte en juillet disant « Ça suffit ». Ne serait-il pas temps d'avancer vers un vrai pacte d'union entre nous pour la refondation ?

La Rochelle doit être le premier acte de cette union, que chaque élu, chaque responsable s'engage pendant un an à ne pas critiquer le PS ou ses camarades et à oeuvrer vraiment à la refondation.

S'il s'avère impossible de faire taire les critiques ou le bal des moitrinaires, alors, il faudra s'organiser pour faire parler la rénovation et le rassemblement.

Nous n'en sommes pas là.

Cher (e) ami (e), Cher (e) camarade,

J'espère avoir répondu aux questions les plus répandues et que cela aura nourri ta réflexion. Il ne s'agit pas de te convaincre de tout, une réflexion n'est pas parole d'évangile mais si j'ai pu éclaircir les enjeux et militer pour défendre le rassemblement, mon effort n'aura pas été vain.

Je sais que sous la torpeur estivale, chacun prépare la rentrée. Je forme le voeu avec toi que celle-ci soit constructive. Nous jouons bien plus que l'avenir personnel de quelques uns, c'est d'une part de notre histoire et de l'avenir des Français qu'il s'agit.

Jean-Christophe Cambadélis
Député de Paris